Le Courrier de la Louisiane.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
Imprimé par J. Sampayo.

NOUVELLE-ORLÉANS :
VENDREDI MATIN, 8 MAI 1836.

POUR PRESIDENT.
M. VAN BUREN.

POUR VICE-PRESIDENT :
RICHARD M. JOHNSON.

Nominations pour le Gouvernement.

HENRY F. KNOBLOCH, juge de paroisse, dans et pour la paroisse de Lafourche Inférieure, en remplacement de l'hon. P. Dauphi St. Amant, démissionnaire.

MESSIEURS CRAYTON, J. L. SMITH, THOS. H. MADDOX, RICHARD R. CURRIE, J. G. GALE, E SMITH, membres de la Société Médicale pour le District Occidental.

Il nous est parvenu tombé hier entre les mains un numéro du Franc Parleur, (nous disons *par hasard* parce que nous ne sommes pas dans l'habitude de lire ce journal d'ordure) et nous y avons trouvé un article communiqué, signé, soi disant par un *grand nombre de citoyens du carré de la ville*. Nous n'avons pu comprendre que le premier paragraphe qui nous était adressé personnellement et dans lequel il est assé de voir que l'intention de l'auteur a été de chercher à mire le notre établissement, en expliquant, de la manière la plus maladroite, une légère faute typographique qui s'était glissée dans la composition d'une annonce de vente d'esclaves.

Si l'article eût été éditorial, certes nous nous fussions abstenus d'y répondre, mais voyant qu'il la signature d'un grand nombre de citoyens, nous avons cru ne pas devoir laisser passer la chose avec silence, bien que nous fussions persuadé, que dans l'opinion publique aucun blâme ne retomberait sur nous pour une erreur qui ne pouvait entraîner à aucune conséquence.

Or donc, désirant remonter à la vérité et savoir quelle était la masse de citoyens qui voulaient relever "une ridicule ironie, où la méchanceté perce encore plus que la sotte prétention au bon mot," nous nous sommes décidé à aller faire une visite au *Petit* pour lui demander le nom de l'auteur. "Peux pas Massieur" nous répondit on d'une voix glapissante qui sortait pour les quatre quarts (nous ne voulons pas dire en totalité) de la seule narine à l'aide de laquelle le susdit *Petit* peut renifler un sou, et qui lui sert en outre à respirer, priser Cayenne et sa nous vend dispensés de notre lecteurs.

—Mais, Monsieur, le Franc-Parleur, c'est contre les règles établies de la presse ; c'est un despotisme sans exemple ; que voulez-vous que je fasse donc ? " Suis fâché Massieur, connais pas l'non : mais tacherai l'avoir—Eh bien soit, Monsieur, je reviendrai—En effet, je retournai dans l'après-midi.—Eh bien ! Monsieur l'éditeur, avez-vous mon affaire ? Pas enco :—Mais Monsieur—voyez les conditions de votre journal ; Vous annoncez de la manière la plus positive que vous ne reverrez que des articles signés, en fait de communications ; ainsi donc ne faites pas mentir le Franc-Parleur—Ce signifie rien Massieur : c'est pour la frime : il ne faut pas croire à toutes les conditions d'un journal. Nous ne nous effarouchons pas pour si peu de chose : nous revenons à la charge, et finirons par obtenir une partie de ce que nous demandions. Nous apprenons qu'un certain Monsieur du nom de Hesse étant activé au journal du Franc Parleur avec l'annonce en question en main, et demandant que justice fut faite à notre méchanceté, par la plume redoutable de celui qui avait promis de défendre les intérêts et les sentiments des Créoles Louisianais." Le *petit* convint, quoiqu'il n'entende pas l'anglais, que nous méritions la corde pour avoir osé commettre une faute typographique : mais (de son aveu) n'ayant pas le temps de rédiger l'article, il pria un "petit jeune homme qui se trouvait présent et qui lui rend quelquefois de semblables services, de vouloir bien mettre sur le papier ce que le Franc Parleur appelle les trois ou quatre idées qu'il lui communiquait.

Ainsi donc, c'est dans le cloque dégoûtant de l'imprimerie sise encoignure des rues de Chartres et St. Louis, qu'une astucieuse et machiavélique trinité s'est réunie, pour prendre d'abord le titre de "un *grand nombre* de citoyens du carré de la ville" et se permettre, est suite d'insulter une feuille dont les principes constants ont été et seront toujours la prospérité de la cité entière.

La Banque des Améliorations est, surtout, une de ces institutions qui nous lui ressent le plus ; qu'on recourre à nos numéros du janvier dernier et l'on verra quel rôle nous avons joué lorsque le bill d'incorporation était soumis aux discussions de la Législature Ce ne peut donc pas être sur une faute typographique dans un avis, ni sur une remarque éditoriale, que nous avons regretté, plus que personne, peut-être, que l'on devra, après ce que nous avons et ce que nous sommes disposé à faire encore, asseoir un jugement par lequel on nous accusera de vouloir nuire à cette institution.

MEXIQUE.

Le brick Jane, que nous avions annoncé il y a quelques jours comme ayant été séquestré à Matamoros, est entré hier dans notre port. D'après les informations que nous avons obtenues du capitaine, il paraîtrait que ce brick fut retenu 36 jours par le général Fernandez, la neutralité du pavillon américain insultée, les voiles du bâtiment démarrées et portées sur le rivage, le capitaine emprisonné et traité de la manière la plus injurieuse, pourquoi ? il l'ignore: car il avait rempli toutes les formalités requises par le gouvernement mexicains.

Les quatorze prisonniers dont nous avons publié les noms dans un de nos précédens numéros et qui devaient être exécutés à Matamoros le 20 d'Avril ne l'étaient pas encore à l'époque du départ du brick; l'exécution avait été renvoyée au 30. Cependant on espérait qu'ils seraient grâciés, car les étrangers résidant en cette ville faisaient les plus grandes démarches pour arriver à ce but.

Un passager du bord rapporte qu'une révolution contre Santa Anna se tramait dans l'intérieur du Mexique ; il assure même que Fernandez (le commandant de Matamoros) n'attendait que le résultat de la campagne du Texas pour se prononcer contre le Président, auquel dans le cas où celui-ci éprouverait une défaite. Tout était préparé à Matamoros pour la révolution.

Nous donnons ces nouvelles telles qu'on nous les a rapportées.

NOUVELLES D'EUROPE.

Le bâtiment *Sheffield*, de Liverpool apporte à New-York, des journaux anglais, du 9 mars.

Le 25 de février, la ville de Plencia, avec une garnison de 800 hommes, s'est rendue aux carlistes.

—Près du tiers des maisons de la petite ville de Marigny, sur l'Yonne, ont été consumées par un incendie dans la nuit du 25 février. On dit que 63 personnes ont péri dans les flammes.

Le 28 février, le général Quesada avait établi son quartier-général à Kasor de Uceda. On espérait s'emparer d'El-Batanero, le chef carliste, avant qu'il ne passât dans la province d'Aragon.

Un incendie s'est déclaré dans un des égouts du superbe palais de la Reine, à Madrid. On y déposait le bois, les longues, &c. pour l'usage de l'intérieur. On estime la quantité de cire brûlée, à 150,000 livres, évaluées à 3 millions de réaux.

Le général Mina et M. Ezcaira, son secrétaire, ont été élus par la province de Navarre, députés à la Chambre des Procuradores.

Les troupes françaises, commandées par le général Clausel, ont été battues à Oran par les arabes sous les ordres d'Abd-el-Cader.

En Angleterre, la nouvelle du jour est, le projet de loi que le ministère a présenté pour effectuer une salutaire réforme dans les institutions municipales d'Irlande. MM. Stanley et Peel s'y opposent, sous le prétexte que cette mesure donne trop de pouvoir aux catholiques. M. Peel propose d'y substituer un autre projet de loi par lequelles corporations irlandaises seraient abolies, et leur pouvoir, leurs propriétés et leur influence transférés à la commune d'Angleterre.

O'Connell doit avoir cessé de faire partie du parlement. On sait que la commission des élections prononcera que M. Raiven et lui ont été illégalement élus Représentans de la ville de Dublin. M. O'Connell s'est par déposé à déposer 10,000 livres sterling pour s'assurer une autre élection, mais le colonel Evans ayant laissé savoir de partir pour l'Espagne si désirait, sion du représentant de Westminster entre les mains d'un ami, cette démission va être soumise à la chambre et O'Connell, du par Westminster, deviendra le collègue de Sir F. Bardell, son plus grand ennemi. La politique produit d'étranges contrastes.

L'affaire O'Connell-Raphael se terminera par l'acquittement d'O'Connell.

M. Ewart a présenté à la chambre des Communes une pétition signée par les manufacturiers de tabac, à Liverpool, afin d'obtenir le rappel des droits d'accise sur cet article. Lorsqu'il aura été donné la preuve suffisante que ces restrictions pèsent sur le commerce sans prévenir la contrebande, la chambre ne pourra les maintenir plus longtemps.

M. Vail, chargé d'affaires des Etats Unis à Londres, a été appelé le 3 mars aux affaires étrangères.

Le 7 mars les actions de la banque des Etats Unis étaient postées à la Bourse de Londres de 23 ½ à 25 ½ 10 sch. de la Banque de la Louisiane, de 25 liv. 10 sch à 26 liv. de la Compagnie du Canal et de la Banque de la Nouvelle-Orléans, à 21 liv. 15 sch, à 22 liv.

On assure que le ministère français afin de donner une preuve de son intention d'effectuer la réduction de 5 pour cent, après avoir présenté son rapport, fera [illegible]

[illegible] avec [illegible] de la chambre, pour le projet de loi pour être soumis à la chambre à sa prochaine session.

Le *Moniteur*, du 6 mars, annonce que le ministère a définitivement informé que le gouvernement anglais [illegible] accepté la médiation de l'Angleterre, pour [illegible] prend entre la France et les Etats-Unis.

Dans la séance du 5 mars, la Chambre des Députés s'est occupée [illegible] chemins vicinaux. Une discussion assez vive [illegible] également peu d'importance, dans la vue [illegible] de la force relative des partis. M. Thiers et ses honorables alliés, soutenus de M. Odillon Barrot, prirent des parts opposés ; cependant le premier obtint une forte majorité. Cette petite ruse du président avait pour but de prouver qu'il ne s'était pas coalisé avec le parti républicain.

Le *National* annonce que M. Thiers a conclu son marché avec le Journal des Débats, dont il s'est acquis l'éloquence politique à raison de 12000 francs par an. Un article de ce traité stipule que le ministre n'épousera pas la cause du parti républicain. Le Journal des Débats soutenait le dernier ministère par 8,000 fr. par an, ce qui prouve qu'il regarde la retraite de Mr. Guizot comme une grande perte pour le Conseil.

L'affaire de Cracovie occupe l'attention publique. Les Autrichiens ont été les premiers à violer le territoire de cette république polonaise. Un escadron de cavalerie et un bataillon d'infanterie entrèrent dans la ville le 16 février ; les Russes les suivirent le 21.

On peut assurer qu'il y a trois semaines, le comte d'Appony envoya au duc de Broglie une dépêche du prince Metternich, par laquelle il déclarait que pour empêcher que des troubles n'éclatassent en Lithuanie ou Pologne, il fallut que les troupes d'une des puissances protectrices entrassent à Cracovie et en fissent sortir les réfugiés des deux pays. Par égard pour les cabinets de Londres et de Paris, cette expédition ne serait pas confiée à la Russie, mais à l'Autriche. M. de Broglie n'ignorait donc pas que l'indépendance de ce territoire allait être violée ; il n'y fit cependant aucune objection. Bien plus, s'il faut croire les détails que l'on ajoute, M. de Metternich, comptant sur la sympathie de M. de Broglie pour les réfugiés, proposa de les faire passer en France au lieu de les envoyer en Amérique. Le ministre donna pour toute réponse qu'il ne pouvait pas les recevoir. Enfin la dépêche lue par le comte d'Appony à M. de Broglie se terminait par cette phrase : "Le gouvernement autrichien n'a pas jugé convenable d'initier la conduite de la France dans l'occupation d'Ancône ; ce motif est celui qui a inspiré cette communication.

Une pétition signée par 135 personnes, relative à l'invasion de Cracovie et l'expulsion des réfugiés, a été déposée sur le bureau de la Chambre des Députés.

NINA LASSAVE.

Qui eût jamais pensé que cette fille, comme seulement par le procès de Fieschi, devien trait un jour une héroïne de mélodrame ? Eh bien ! Paris qui ne laisse [illegible] passer une occasion sans l'habiller d'un costume à théâtre et l'exposer ensuite au regards de la [illegible] Paris disons-nous vient de s'emparer du sujet et veut bon gré malgré donner à la maîtresse du scélérat l'immortalité de la débauche, la seule à laquelle elle puisse aspirer.

Ecoutons ce que raconte Jules Janin dans un de ses articles de feuilleton :

"On a joué aussi, sur ce théâtre qu'on appelle l'Ambigu-Comique, un certain *Wilson* qui aurait affiché à Falaise. Tenez-vous beaucoup à entendre parler de ce certain Wilson ?

Malgré leur mauvaise répugnance, j'aime mieux signaler à votre indignation le spectacle le plus hideux et le plus immoral, Nina Lassave ! Vous savez bien cette fille que Fieschi appelait sa petite Nina et à laquelle il envoyait de tendres baisers en pleine Chambre des Pairs, debout sur la sellette où il était assis ? Vous savez bien aussi que ne trouvant pas de nom à donner à cette pupille de Thénard et de Pepin, Nina Lassave ! Voilà qu'on l'expose en public, voici qu'on la pare avec une robe de soie, voici qu'on l'entoure de bijoux et de dentelles et qu'elle s'étale effrontément dans un café, cet le triste complaisance du plus grand scélérat de notre temps. Or, chose incroyable ! le public se porte en foule pour voir la maîtresse d'un assassin. Il est vrai qu'on ne voit pas encore cette idée coupée et qu'elle surnage bon air au dessus de la tête vivante de cette petite Nina. Mais patience ! nouvelles plaisirs ne viennent pas en un jour. Regardez d'abord l'amante, vous verrez l'amant plus tard. Un jeune peintre d'un horrible talent, M. Pr[illegible] nau, a représenté, en pourriture de Fieschi mutilé : c'est affreux à voir, moins affreux cependant que la tête peignée, attifée et parée de la petite Nina Et croyez donc que voulez-vous que vienne à penser la fille bien née et pauvre, que personne ne regarde parce qu'elle est jeune, modeste, laborieuse, bien élevée et pauvre, en présence que la Nina de Fieschi, parce qu'elle a mis sa main dans celle de cet assassin, parce que c'est un pervers s'est appuyé sur son sein, parce que des livres régicides ont touché ses lèvres, parce que cette Nina qui tombée entre trois lâches assassins dans un abîme d'infamie publicité, dont pul pouvoir humain ou divin ne saurait la tirer, que voulez-vous que pense cette pauvre vertueuse qui se morfond à la porte de ce riche café en voyant l'empressement dont on accable et l'attention dont on entoure la petite Nina ?

Hélas ! à ce triste spectacle, il est plus d'une jeune fille qui regrettera tout bas l'adultère et la célébrité de la maîtresse de Fieschi !"

THEATRE D'ORLEANS.

Peu de monde à la représentation d'hier ; et vraiment c'était dommage, car depuis longtemps nous n'avions été gratifiés d'un plus joli spectacle. "La Prison d'Edimbourg" et "La Seconde année" ce à qui le faute" sont des pièces qui selon nous devraient faire toujours chambrée. Tant pis pour les absens, car, si le proverbe est juste, les absens ont toujours tort, et je mais l'adage se fut mieux appliqué. La Prison d'Edimbourg est un de ces opéras dont le mérite est incontestable. Sous le rapport des motifs frais, heureux et délicats qu'on y rencontre, Caraffa comme autre cha n'aut peut disputer la palme aux compositeurs les plus célèbres du siècle C'est peut-être là tout son savoir-faire ; mais ce savoir-faire, il le pousse à la dernière perfection.

Madame St Clair dans la fille a fait le plus grand plaisir. Ce rôle peut être considéré comme un des plus beaux de son répertoire, aussi le joue-t-elle avec une sorte de prédilection tout à fait part culière.

Mrs. Heymann et Bailly, Mesdam s Milot Jobey et Dupuis l'ont secondée à ravir.

La "Seconde Année ou à qui la faute" est bien le roi des vaudevilles que l'on ait jusqu'ici introduits sur notre scène. A la pureté et la précision du style, au mouvement vif et animé de l'action, au el exquis des complets, se joint une morale aimable et délicate, dont on ne saurait trop apprécier les charmes. Quelle leçon pour les maris qui abandonnent légèrement leurs amoureuses pour courir les objets d'une ir iprudente inclination ! Mais les mauvais plaisans ne veulent pas être corrigés, et c'est peut être à cela que l'on doit si libre la vide qui a régné, hier, dans la salle du Théâtre d'Orléans.

CONVENTION DE BATON ROUGE.

Les délégués élus par les différentes paroisses de la Louisiane, à l'effet de nommer des électeurs pour exprimer les vœux des citoyens républicains-démocrates du dit Etat, aux élections prochaines de Président des Etats-Unis, se sont réunis, conformément à la convocation, à l'église Méthodiste dans la ville de Baton-Rouge, à une heure de l'après-midi, le second jour de mai 1836.

Présens : Messrs. Martin Gordon, Bernard Marigny, William Christy, B Z Canonge, A Rasch, M Mc Dougall, John Wilcox, T Slidell, J S M Parlange, P K Laurence, R J Ker, J M Kennedy, Maunsel White, Jacob Barker, John McHenry, et R M Carter pour le premier district électoral; M Sloane, W Noble, R Lesendre, G Daigre, M Watson, G Willis, H Monger, F Ogden, R Penny, W B Scott, Wm Leek, C Howell, J G Thomas, W Moore, C Ratcliff, J W Dawson, R G Carter, C W Eason, W Terrell, James M. Cr[illegible]p, V Fatin, A Bird, S Hiriart, Wm McQueen et Wm B Kirby, pour le second; A Labranche, B Trépagnier, J A Scudday, T C Nicholls, Duncan F Kenner et H J Williams, pour le troisième; C Mouton, J Bernard, J B Leela, J J Burké, B R Grant, E V Davis, J H Overton, V Hébert, pour le quarrième, et S Bossier pour le cinquième.

Sur motion de Mr. Martin Gordon, Mr. Bernard Marigny, a été élu à l'unanimité, président de la convention, et sur motion de B Z Canonge, Alcée Labranche, J Hiriart, l'hon. J H Overton, S Bossier et J B Leela ont été nommés vice-présidents, et Messrs. Thomas Slidell, Duncan F Kenner, J M Kennedy, Wm Terrell et H T Williams, secrétaires.

Le président ouvrit alors la convention par un discours prononcé en français et en anglais, expliquant le but de l'assemblée.

Sur motion, résolu que Martin Van Buren, citoyen de l'Etat de New-York, soit recommandé au peuple de cet Etat comme candidat à la Présidence des Etats-Unis, et que R M. Johnson, citoyen du Kentucky, soit recommandé pour la Vice-Présidence, et que la présente assemblée approuve le choix de la convention de Baltimore, et fera en conséquence tous ses efforts pour favoriser l'élection des candidats désignés par elle.

Sur motion, la convention procéda alors à la nomination de cinq électeurs pour l'Etat, et les personnes ci-après nommées furent choisies, savoir : J B Pleuché pour le 1er. District électoral, T W Scot, pour le second, T Landry pour le troisième, Alexandre Mouton pour le quatrième, et P E Bossier pour le cinquième et sur motion, il fut résolu que le président de la convention était les informer de leur nomination.

La convention nomma alors cinq autres personnes, savoir : Mr. Lafleure du premier District électoral, Wm J B Dawson du second et D Randall du troisième, V Fatin du quatrième et le gén. O. Walker du cinquième, pour remplacer toutes vacances qui pourraient survenir dans la première nomination, dans les districts respectifs, et il a été résolu que chacun d'eux en serait informé.

Sur motion, un comité de cinq membres, composé de P K Lawrence, T C Nicholls, T Slidell, J M Kennedy et R J Ker, a été nommé par le président de la convention pour adresser un discours aux citoyens démocrates de la Louisiane, lequel devra être signé par le président, et tous les membres de dit comité, et il devra être publié dans tous les journaux démocrates de cet Etat, et dans le Washington Globe.

Sur motion, le nom du président de la convention a été ajouté au dit comité.

[illegible] vigilance, maturité, organisé à la Nouvelle Orléans.

Il est à noter que les délégués à cette convention des différens partis politiques de l'Etat, soient et aient par les présentes mêmes vœux de vigilance pour leurs personnes respectives, en cas de pouvoir de nommer des mêmes personnes unies à celles paroles pour correspondre avec les [illegible] de vigilance de la Nouvelle-Orléans, et de faire élire Mr. Van Buren de New York, Président des Etats Unis, et R M Johnson, du Kentucky, Vice-Président.

[illegible] résolu que le président soit invité à fournir une copie de son discours et qu'il soit publié, ainsi que les procédures de la convention dans les principaux journaux démocrates de cet Etat.

La convention ayant ainsi terminé ses travaux, s'est [illegible] journée sine die.

BERNARD MARIGNY, Président.
Thomas Siddell,
Duncan F. Kenner,
J. M. Kennedy,
Wm. Terrell,
H. T. Williams.

DISCOURS DE Mr. B. MARIGNY,
Président de la Convention.

Concitoyens :

Il heure va bientôt sonner où les délégués des démocrates de l'Etat de la Louisiane seront appelés à faire connaître le lieu à constituer le candidat de leur choix, pour remplir les nobles fonctions de Président des Etats-Unis.

Vous allez, concitoyens, remplir un plus grand comme le plus noble des mandats ; c'est sur vous en grande par un que repose en ce moment la prospérité future des Etats-Unis.

Mes agens que votre vote soit mis dans l'urne sacrée, fidèlement, et on analysez quelle était la situation des Etats Unis lors de la naissance du parti démocratique et à qu'elles mattes étaient le triomphe de nos principes a élevé notre chère patrie.

Sous l'administration d'Adams, un système de fausses comprimait pour ainsi dire les libertés publiques et tout semblait devoir être subordonné à l'influence de la banque des Etats Unis. Cette institution, exclusivement dans les mains du commerce, tenait sous son influence la population agricole, population noble par son industrie et des vertus que l'on trouve rarement dans les villes populeuses.

Un système connu sous le nom d'améliorations intérieures avait été calculé pour augmenter la force du gouvernement général, et diminuer celle des différens Etats, dont la souveraineté se trouvait presque nulle. A l'aide de ce système, des millions pouvaient être dépensés, et notre dette publique, loin de se liquider, pouvait devenir immense. Nos frontières du Sud étaient sans cesse inquiétées par ces hordes d'Indiens, ennemis éternels des blancs, dont ils ne peuvent souffrir les lois, les usages et l'industrie.

Nos relations avec différentes nations pouvaient être interrompues par suite de réclamations qui, depuis plus de vingt cinq ans, languissaient sous les plis tortueux de la diplomatie. Enfin tel était l'état dangereux dans lequel nous vivions, lorsque les admirateurs des principes de Washington, de Jefferson et de Franklin firent entendre les cris de réformation et d'horreur que leur patriotisme leur faisait éprouver.

Mais quels moyens se présentaient pour arrêter les débordements de l'autorité, qui semblait devoir se perpétuer dans notre république. Les hommes les plus connus comme hommes d'Etat, partageaient les opinions des Administrations d'alors ; il semblait que pour être admis à des emplois il fallait avoir vieilli dans les antichambres près des personnes qui y siégeaient, et quiconque osait s'élever contre les abus était sûr de perdre les grandes idées démocratiques.

Cette époque fut paranassit décisive, lorsque nos yeux se fixèrent sur un vieux patriote, fier de ses principes républicains, comme de son épée ; Andrew Jackson, vainqueur de la nation Albion, dans les plus nobles journées mémorables de la Louisiane, fut, par le parti démocratique, présenté au peuple des Etats-Unis, comme celui qui devait détruire les principes qu'avait invoqués son prédécesseur, et faire triompher ceux de la véritable démocratie, fondée sur notre honneur et sur l'indépendance de nos Etats.

Concitoyens, notre triomphe fut complet ; le patriote de l'Hermitage était dans le cœur de tous les vrais républicains, et comme César dans d'autres circonstances, il a pu dire dans cette lutte : "Je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu."

Vous vous rappelez sans doute, Concitoyens, toutes les prophéties d'horreur que, tous les maux qui devaient nous accabler, sous une administration qui, suivant les prophètes, devait être turbulente et peu éclairée.

Cependant, à quelles époques de notre histoire avons nous joui de plus de prospérité, de réputation et de bonheur, et à quoi devons nous cet état heureux ? C'est à l'entassement de tous les vices, et des principes du gouvernement qui a présidé celui d'Andrew Jackson.

Le système d'améliorations internes, par le gouvernement général, a disparu, et les différens Etats ont réalisé de patriotique et de zèle ; partout vous voyez se ranimer sur ses derrières par le colossal Perregaux fut contraint de disparaître.

Le banque des Etats Unis, dont la liquidation devait toujours avoir, n'est plus ; les banques locales l'ont remplacée, notre médiocrité a augmentée, et nos richesses ne sont pas diminuées.

Cette institution menaçait ou prétendait exercer sur le peuple des Etats-Unis l'influence qu'a exercée sur les destinées de l'Europe la banque d'Angleterre, qui a fondé un gouvernement en son sein. Grande Bretagne, les moyens d'armer tant de coalitions contre la France nouvelle ancienne alliée ; vous savez tous, Concitoyens, que si, sur les cent millions de coups de canon qui ont été tirés par les armées françaises, et, qui ont ébranlé tous les trônes depuis Lisbonne jusqu'à Moscow, un seul a renversé la Marche, c'est sur la banque d'Angleterre, sur le trône de Cœur de Charlemagne, vous verriez encore Napoléon le Grand.

Les Indiens de la Floride qui depuis soixante ans menaçaient nos frères de la Georgie, ont signé des traités qui les obligent à se retirer à l'ouest du Mississippi ; ils ont été dernièrement atteint l'étendard de la révolte, ils ont été exterminés ou chassés. Ces traités n'ont coûté un centime aux Etats-Unis.

Nos réclamations contre le Portugal et l'Espagne ont été réglées ; nous avons eu les moyens d'indemniser ceux d'entre nous qui avaient souffert des décrets de Milan et de Berlin. La France seule semblait offrir des difficultés à l'accomplissement de cette grande affaire ; au moment d'une rupture le duc de Ligne en occasions s'est glacé, comme prêt du devoir libres qui portent la main sur lettres, ces, le sentiment de l'ancienne amitié qui nous lie, a provoqué celui de la réflexion, et nous sommes parvenus à régler nos réclamations comme cette grande puissance, sans rien sacrifier de notre orgueil national, de notre dignité, et surtout sans compromettre la ligne de conduite dictée par nos institutions.

Cependant, le héros, de cette noble administration compte des détracteurs, mais l'aigle qui plane au haut des cieux, s'arrête-t-il dans son vol majestueux, pour entendre les cris du chat huant ou les sifflemens du reptile ?

Voilà donc, concitoyens, voilà en résumé quelle a été la marche de la glorieuse administration qui nous gouverne. Maintenant une seule question se présente à nous : faut-il soutenir les principes de l'administration actuelle ? Faut-il les rendre immortels en les faisant passer à nos arrières neveux ? Faut il enfin les confier à des inconnus dont les hommes connus par leur patriotisme, leur talent et surtout leur énergie ; des hommes dont les principes démocratiques ont soutenu cette dernière période de notre gloire sous Andrew Jackson ? ou faut-il, dans un moment de délire ou de faiblesse, confier nos intérêts les plus chers à des mains débiles, à un cœur froid, à une âme sans ton indécise. Sans doute, concitoyens, concitoyens, vous vous écrierez : non, mille fois non !

Le tableau que je viens de présenter à votre imagination enflammera, j'espère, vos cœurs, et l'amour de la patrie fera entendre de toutes parts dans cette enceinte, le nom du citoyen de New-York, de Martin Van Buren. Ce patriote, comme vous le savez tous, est de la vieille école de Jefferson, d'un de ces pères de la patrie, de celui à qui le peuple américain reconnaît être de l'univers sont redevables de l'immortelle adresse de 1776, de celui enfin qui le premier, conçut le vaste projet d'arracher la Louisiane au despotisme et d'en faire une partie intégrante des Etats Unis.

Il est inutile, concitoyens, de vous faire le tableau de tous les services qui ont été rendus à la patrie par notre candidat à la présidence. Je dois seulement vous en donner une esquisse. Très jeune il entra dans les affaires publiques, et les différens emplois qu'il a occupés avec éclat, mais donne la preuve qu'il est orateur, administrateur, enfin homme d'Etat. Dans sa carrière au Congrès, il a toujours remporté par son éloquence, comme administrateur, ancien gouverneur de l'Etat de New York, comme la prospérité comme la splendeur de cet Etat, est là pour l'attester. Comme homme d'Etat il occupe la première place dans le cabinet.

André Jackson, qui avait pour principe modèle le père de la patrie, l'immortel Washington, qui après avoir conquis l'indépendance de son pays, en devint le président, a pensé que la dernière gloire accordée une grande partie de sa confiance à son ami, l'illustre Thomas Jefferson ; Andrew Jackson, qui lors de la dernière guerre rendit des services importans à la patrie, appelé à gouverner les Etats-Unis, fit choix pour son conseiller de Martin Van Buren ; c'est lui qui est devenu le Jefferson du patriote de l'Hermitage ; c'est lui qui possède son estime, son affection ; c'est lui qui doit soutenir nos principes démocratiques ; c'est lui enfin, M Van Buren, qui pourra dire dans cette grande question présidentielle : J'ai reçu le vote de l'immortel Jackson. Ce n'est pas le moin bra des droits de Martin Van Buren à la présidence de vous a déjà, concitoyens, énuméré toutes les autres garanties qu'il nous offre.

Quant au candidat pour la vice présidence, Richard M. Johnson, ses talens et ses vertus civiles et militaires vous sont également connus.

Délégués du parti démocratique, réunis dans cette ville de Baton Rouge, faites entendre votre vote par acclamation ! Martin Van Buren ! L'habitant de la vallée du Mississipi, couvert du sol de Richard Riker, répétera ce nom cher à la patrie, l'écho des Alléghanies le fera retentir jusqu'aux Etats atlantiques, et l'Union entière se prononcera pour notre illustre concitoyen M. Van Buren !

Nouvelles Diverses.

PARIS, 29 Février.

Le tribunal supérieur d'Alger a, dans son audience du 12, condamné à avoir la tête tranchée le Bédouin Ali-Ben-Mousour, accusé d'avoir assassiné un colon allemand, nommé Foester. Les débats, dans lesquels quarrorze témoins ont été entendus, avaient attiré une foule de curieux, tant indigènes qu'étrangers. Parmi eux on remarquait l'exécuteur des hautes-œuvres, Adjalli.

Voici quelques détails sur la manière dont le crime a été commis :

"Dans la matinée du 21 janvier dernier, trois soldats du dépôt de la légion étrangère travaillaient à la route d'Alger à Douera ; ils étaient entre cette commune et Dely-Ibra im. A côté de la route, le terrain s'élève, et de là à cette hauteur se trouve un ravin profond, hérissé de ronces, d'épines, de broussailles touffues, et rempli de petits scorpions dangereux ou de chakals. Horie de Jésus, répété trois fois en langue allemande par une voix qui s'éteignait, frappe l'oreille des témoins, qui, à l'instant même, gravissent en courant le monticule qui le sépare du ravin. Ils aperçoivent un Bédouin et un cheval blanc qui foulait la terre à quelques pas du cavalier.

"Arrivés à portée de pistolet du lieu de la scène, à la faveur du fourré, un spectacle hideux se présente à leurs regards : c'est un Bédouin assis à étrangle sur le corps sanglant d'un ch étien. Le corps de la victime est percé de 23 coups de couteau, ses ventre est ouvert par de larges blessures, l'Arabe lui arrache les entrailles, les élève aux nues, les contemple avec attention, et les rejette après avoir craché dessus.

[illegible] prix, qu'il n'a pas entendu les cris d'horreur de ceux qui venaient d'arriver. Il reconnu le corps de la victime, et ayant saisi [illegible] pour le [illegible] piocher à la nuque sur le [illegible] garde les [illegible] [illegible] et comme [illegible] donné. Les [illegible] [illegible] turques avant de rendre le dernier soupir.

Le *Moniteur* publie une dépêche télégraphique qui annonce fort succinctement les opérations de l'armée française en Afrique, sous les ordres du maréchal Clausel. Voi i des renseignemens plus développés :

Abdel-Kader, malgré la défection de Mézary, qui n'avait trouvé que peu d'imitateurs, et après quelques escarmouches où il fut victorieux, arriva jusque dans Tlemecen, qu'il avec un poussant la population devant lui, dès qu'il apprit que le maréchal marchait sur la ville.

C'est le 13 que l'occupation de Tlemecen a eu lieu par l'armée française. On trouva dans la ville des ressources abondantes en vivres Le 15, le maréchal Clausel fit marcher contre Abdel-Kader, campé dans la montagne, à un peu plus d'une lieue de Tlemecen, les deux premières brigades, les cavaliers de Mustapha et de Mézary, ainsi que les tirs et les couroughis, dont il avait renouvelé l'armement la veille. A l'approche de ces troupes qui manœuvraient de manière à l'envelopper, il s'éloigna en toute hâte. Quarante à cinquante de ses gens tombèrent entre les mains de nos auxiliaires et furent impitoyablement massacrés sur le champ. Le vieux Mustapha eut la hideuse cruauté de tuer de sa main deux de ces malheureux, qu'on de ses soldats lui présenta.

Dans la nuit qui suivit cette affaire, Sidi-Hamadi-Ben-Seuil, ancien caïd de Tlemecen, vint se rendre, avec une partie de la population fugitive, au général Perregaux, commandant la 1re. brigade. Le lendemain on partit suivi sans résultat Abdel Kader et Ben Nourra, caïd de Tlemecen, et le plus grand nombre de ses gens, qui ont ramené 2,000 individus de tout âge et de tout sexe, moins d'hommes que de femmes et d'enfans. Abd-el Kader, perdit dans cette affaire, une bonne partie de ses bagages, quelques chevaux et un drapeau qui fut pris par un brave cavalier nommé Mohammed-Ben-Kadour.

La vue du beau pays de Tlemecen, dont la végétation est riche et vigoureuse, dont les eaux sont bonnes et abondantes, agit puissamment sur l'imagination du maréchal Clausel, qui se dit qu'avec une bonne administration, cette partie de la régence pouvait devenir une des plus riches contrées du monde. On lui persuada que la population de Tlemecen regorgeait de richesses, et il fraya la ville d'une contribution de deux millions, qu'un juif Lassary et le commandant Joseph furent chargés de faire rentrer. Un corps de 5000 hommes, sous l'commandement du capitaine de génie Cavaignac, fut installé le 24 janvier, dans le Méchouar, enceinte attenante au mur de la ville.

Il devenait nécessaire d'établi et d'assurer des communications entre Tlemecen et Oran. Le maréchal partit de cette première ville le 25, il apprit qu'Abdel Kader occupait la gorge qui se trouve au delà du couvent de l'Isser et de la Tasna.

Abdel-Kader avec 2000 hommes, occupait un contrefort des hauteurs de droite, sur un monticule au pied de ce contrefort, à l'entrée de la plaine, était un milier de fantassins. Les kabailes d'Ouclass-Gamissaient les hauteurs de la rive gauche de la Tasna.

L'armée française était dans la plaine, sur les hauteurs de droite, et sur la rive gauche de la Tasna.

L'action commença vers dix heures du matin ; ce fut Mustapha qui l'engagea, en faisant avec sa cavalerie une pointe sur celle d'Abdel-Kader. L'émir, qui était sous la feu de l'artillerie du général d'Arlanges, ne put s'attendit pas et descendit dans la plaine. Il fut séparé d'une partie de son aile gauche, qui gagna le haut des montagnes et cessa de prendre part au combat. Mustapha, enhardi par ce premier succès, et soutenu par les Turcs et les Couroughis, se mit à sa poursuite. M. arrivé dans la plaine, l'ennemi s'aperçu du petit nombre de cavaliers qui l'avait à ses trousses, s'volte-face, et alla sans doute rallier les auxiliaires dans la montagne, lorsqu'il fut chargé par le 2e. régiment de chasseurs, soutenu par un bataillon du 66e de ligne. L'escadron turc de ce régiment, commandé par le lieutenant Mahmet, se conduisit dans cette circonstance avec la plus grande vigueur. Abdel-Kader eut quelque peine à repasser la Tasna. Le colonel de Gouy la franchit sur ses traces, et se mit à la poursuivre en remontant la rivière. Pendant ce temps le maréchal s'était mis lui-même à la tête d'un demi bataillon du 66e., la remontant par la rive gauche, en échelant l'ennemi sous le feu de deux pièces de campagne. L'assaut fut donné et couronné à l'instant. Il a reçu par la navire Hartaway, un grand renfort de munitions de guerre et convenables à la saison, et [illegible] de vin du Rhin, Hockheimer et Marsebourner, à bon marché pour cloture compte.

5 mai

EMMA SANSAGE—On reçoit des marchandises en magasin, dans les étages supérieurs de No 5, rue Tchoupitoulas.

AVIS—Le soussigné a reçu par le navire Antioch, et attend par les navires arrivages, un grand assortiment de nouvelles marchandises qu'il offre à vendre et qui seront débitées le tout au prix du marché courant et jours suivans, dans son magasin, rue de Chartres, no. 173, où il continuera le même genre d'affaires que par le passé.

Il invite les personnes qui lui ont offert leur commissions pour France, et celles qui auraient à lui en donner, à remettre leurs notes immédiatement.

5 mai—3 P. VERRIER.

TABAC—30 barillets rabac manufacturé à vendre par 5 mai M. MAHER, 16 Poydras.

DEMANDE—On donnera un emploi à un jeune homme qui entend les affaires en marchandises sèches, connaît bien la ville et peut donner de bonnes recommandations. S'adresser au no. 19, rue de Chartres. 5 mai

CHAPEAUX gris en Laine—12 caisses de bonne qualité, reçues et à vendre par 5mai G. HOBBS, rue la Douane, no 12.

Habillements—10 caisses d'habillemens à bon marché, reçues par la barque Brutus, à vendre par 5 mai R.G HOBBS. 13, rue de la Douane

150 Milliers Cigarres de la Havane, à vendre par 5 mai